

**DECISION DU MAIRE**  
**Prise en application de l'Article L.2122-22**  
**du Code général des collectivités territoriales**  
**n° DESG-2021-09**

Le Maire de La Ravoire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-22 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Vu l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur le code de la commande publique et notamment son article L. 2123-1 ;

Vu le cahier des Clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'entretien, la maintenance et l'aménagement des voiries communales de la commune de La Ravoire ;

**DECIDE**

Article 1 : La procédure de l'article L. 2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 du code de la commande publique (marchés à procédure adaptée) est choisie en vue de la passation du marché d'entretien, maintenance et aménagement des voiries communales de la commune de La Ravoire.

Article 2 : Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 400 000 € HT/an. Le marché est passé pour une durée d'un an renouvelable trois fois à compter de la date de notification.

Article 3 : Les dépenses correspondantes seront prélevées sur les crédits dont l'inscription figure au budget 2021 en investissement ou en fonctionnement selon les cas.

Article 4 : Conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil Municipal.

Fait à La Ravoire, le 26 janvier 2021

  
Le Maire  
**Alexandre GENNARO**  
(Savoie)

*La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun, Boîte postale 1135, 38022 Grenoble Cedex) ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*